

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INDACHLOR S.A.S.U

Port 4206
Route de la Distillerie
59279 Loon-Plage

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\INDACHLOR
SASU_Loon_Plage_0003800615\2- Inspection\2025 06 10 POI HHO
Code AIOT : 0003800615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement INDACHLOR S.A.S.U implanté Port 4206 Route de la Distillerie 59279 Loon-Plage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un précédent exercice POI (Plan d'Organisation Interne) inopiné hors heures ouvrées avait été organisé par l'inspection le 18/04/2024. Suite au constat de non-conformités, un arrêté préfectoral de mise en demeure avait été signé le 29/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDACHLOR S.A.S.U
- Port 4206 Route de la Distillerie 59279 Loon-Plage
- Code AIOT : 0003800615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société INDACHLOR exploite depuis novembre 2020 une unité de traitement et de valorisation de déchets dangereux liquides chlorés sur la commune de Loon-Plage, dans le département du Nord (59).

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 août 2018. Son activité relève principalement des rubriques 2770-1, 3510, 3520 et 3550.

Le site relève de la directive Seveso et est classé Seuil Haut par dépassement direct des quantités mentionnées aux rubriques 4110, 4130, 4140, 4150 *toxiques* et 4511 *dangereux pour l'environnement aquatique*.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice POI	Arrêté Préfectoral du 23/08/2018, article 8.9.7	Sans objet
2	APMD du 29/07/2024 - Plan d'opération interne	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un exercice POI inopiné a été réalisé en dehors des heures ouvrées. L'exercice s'est déroulé de manière très satisfaisante. Les constats réalisés ont permis de réaliser le travail d'appropriation du plan d'opération interne et de formation mené par l'exploitant.

En conséquence, l'inspection constate que l'exploitant dispose des moyens humains et organisationnels afin de mettre en œuvre efficacement son POI. L'inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2018, article 8.9.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de : <ul style="list-style-type: none">• contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;• mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et

l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.

Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.

[...]

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I., jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours externe par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et, s'il existe, au Plan Particulier d'Intervention (P.P.I).

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur.

Leur fréquence est a minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

L'inspection est intervenue sur site le 10 juin 2025 en soirée pour lancer un exercice POI de façon inopinée avec le SDIS (pompiers). Le scénario consistait sensiblement au même scénario que celui réalisé lors de la visite précédente : une fuite de déchets liquides puis une inflammation au bout d'une dizaine de minutes. Pour allonger le temps d'exercice et pouvoir jouer la mise en place de moyens mobiles par les équipiers de secondes intervention, il était considérée l'absence de fonctionnement partielle du sprinklage sur la cuve concernée et l'absence de fonctionnement du sprinklage sur la cuve localisée à gauche.

t = 0 : L'exercice est lancé par la simulation de la détection de liquide dans une rétention. Au démarrage de l'exercice, quatre personnes dont le chef de quart sont présentes sur site (équipe postée).

Immédiatement, le chef de quart demande la réalisation d'une levée de doute aux opérateurs. Le chef de quart rappelle la nécessité de réaliser la levée de doute sous ARI. La fuite est confirmée quelques instants plus tard par les opérateurs.

t = 3 minutes (min) : Le chef de quart demande la mise en route du sprinklage au tableauiste. Le chef de quart prend connaissance de plusieurs documents du POI. Il commence également la tenue d'une main courante. Il demande également si des blessés sont constatés et se fait confirmer la situation opérationnelle sur terrain (déchargement en cours ou non). Sur la partie terrain, les opérateurs ont montré les manœuvres nécessaires pour déclencher manuellement le sprinklage en cas de dysfonctionnement de la mise en œuvre automatique.

A t = 6 min : le chef de quart appelle les pompiers en utilisant la ligne directe. Le message d'alerte

est suffisamment clair, néanmoins il aurait pu être plus précis (il évoque une fuite de déchets sans parler de leur caractère liquide, ce qui peut être interprété comme une fuite de déchets solides).

t = 7 min : le chef de quart prend la décision de déclencher le POI.

t = 9 min : Le chef de quart appelle l'astreinte qui répond au premier appel. Le cadre d'astreinte se met en route.

t = 11min : Le chef de quart appelle le responsable HSE qui se met en route également.

Des points de situation réguliers sont réalisés entre la salle de contrôle et le terrain. Les consignes sur les manœuvres à réaliser sont transmises par le chef de quart aux ESI (Équipiers de Seconde Intervention).

A t = 13 min : l'inspection indique que les déchets liquides se sont enflammés dans la rétention.

A t = 18mn : le chef de quart appelle la préfecture puis la DREAL.

A t = 22mn : les pompiers arrivent sur site. Ils sont aperçus par le retour caméra en salle de contrôle. Le chef de quart demande à un opérateur présent sur le terrain d'aller les accueillir. Le chef de quart appelle la société présente à proximité pour les informer du déclenchement du POI (dans le cadre d'un exercice).

A t = 23 mn : remontée de l'information des ESI en salle de contrôle de la mise en place de la manœuvre (2 lances mises en place, une pour arroser la rétention, une pour protéger la cuve). Il manque un ESI pour manœuvrer la 2ème lance. Les ESI demandent un renfort sur place. Le POI prévoit l'attaque du feu avec un mélange eau + émulseur.

A t = 26 min : le cadre d'astreinte arrive sur site.

A t = 27 min : le chef de quart passe la consigne de démarrer le pompage de la rétention dans la cuve waste ;

A t = 29 min : le chef de quart restitue la situation au cadre d'astreinte qui prend le rôle de DOI (Directeur des Opérations Internes). La situation est décrite fidèlement.

A t = 33 min : l'inspection simule la fin de la réserve mobile d'émulseur d'une quantité de 180 L. Le DOI demande de réaliser la manœuvre pour se brancher sur la réserve principale.

A t = 34 min : le SDIS simule l'arrivée du COS (Commandant des Opérations de Secours) au niveau de la salle de contrôle. Le SDIS fait un point de situation avec le DOI. De la même manière, la situation est fidèlement restituée. Les échanges et les informations transmises sont de qualité.

A t = 40 min : L'inspecteur simule un appel de la DREAL pour obtenir des informations sur l'événement. Les informations sont soit connues, soit obtenues dans les différents classeurs POI.

A t = 45 min : Avec l'arrivée du responsable HSE (quelques minutes auparavant) et le SDIS, le DOI décide de migrer la cellule de crise du poste de commande à la salle POI. Les informations liées à la situation sont retransmises de façon écrite sur les tableaux à disposition.

A t = 49 min : La DREAL demande à l'exploitant de fournir les produits de décomposition en cas d'incendie et d'essayer de joindre l'organisme prévu afin de réaliser les prélèvements dans l'environnement en cas d'accidents.

A t = 53 min : arrivée du directeur de site. Le DOI lui restitue la situation.

A t = 54 min : la réserve d'émulseur du site est rendue disponible pour le SDIS

A t = 59 min : L'exploitant arrive à joindre l'organisme en charge des prélèvements qui lui confirme la possibilité d'intervenir afin de faire des prélèvements dans un délai de 3h30.

A t = 1h05, l'exercice est terminé.

Par ailleurs, plusieurs actions ont été demandées dans le cadre de l'exercice :

- L'inspection a voulu tester la mise en œuvre des moyens mobiles par les ESI. Les manœuvres ont été correctement réalisées par le personnel exploitant.

- L'inspection a voulu tester la capacité à éviter le débordement de la rétention. En exercice,

l'exploitant a pu le gérer en transférant le liquide vers la cuve « waste » (200 m³) à l'aide de pompes présentes dans les rétentions. A l'issue du remplissage de celle-ci, une cuve de 100 m³ est également disponible. Cependant la pompe utilisée pour vider la rétention a un débit estimé de l'ordre de 5 à 10 m³ par heure ce qui est négligeable par rapport au débit d'extinction.

- Le SDIS a voulu tester la connaissance du personnel à la manœuvre permettant de brancher un système extérieur à la cuve principale d'émulseurs. Avec l'aide du responsable HSE, la manœuvre a pu être réalisée.

- L'inspection a interrogé l'exploitant sur les produits de décomposition liés aux fumées d'incendie et sur la possibilité de faire réaliser des prélèvements dans l'environnement rapidement en cas d'événement. L'exploitant dispose d'un contrat avec une société réalisant des prélèvements environnementaux en cas d'accident. Le prestataire a pu être joint pendant l'exercice en dehors des heures ouvrées. Le délai d'intervention indiqué par le prestataire est de 3h30.

De manière générale, l'exercice s'est déroulé de manière très satisfaisante. L'exploitant a su déployer les premiers moyens de secours, monter une cellule de crise, prévenir et accueillir les secours extérieurs et a su répondre aux interrogations techniques du SDIS et de l'inspection.

Beaucoup de constats réalisés lors de l'inspection précédente ont pu être levés :

- La sécurité du personnel a été assurée pendant toute la durée de l'exercice.

- L'astreinte du site en dehors des heures ouvrées a su être mobilisée.

- L'exploitant a su rester dans la maîtrise de la situation tout au long de l'exercice malgré l'accumulation de demandes de la part du SDIS et de l'inspection (mise en place des moyens mobiles, aide au branchement du SDIS sur les installations du site, réalisation des prélèvements environnementaux, gestion des liquides dans la rétention..).

- Les participants à l'exercice connaissent leur rôle et les missions associées (chef de quart puis astreinte en tant que DOI, ESI).

- Les schémas d'alerte et organisationnel du plan d'opération interne sont connus et maîtrisés par les participants de l'exercice.

Ces constats montrent qu'un travail d'appropriation du plan d'opération interne et de formation ont été réalisés par l'exploitant depuis l'inspection précédente. En conséquence, l'exploitant a su démontrer qu'il serait en capacité de pouvoir mobiliser son plan d'opération interne en dehors des heures ouvrées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans remettre en cause la bonne gestion de l'exploitant, de l'avis de l'inspection, plusieurs pistes d'amélioration ont été constatées :

- Plusieurs informations ont eu un peu de mal à être trouvées dans le POI par l'astreinte (ex : produits de décomposition en cas d'incendie).

- La gestion de la main courante pourrait être un peu mieux suivie afin d'améliorer la prise de connaissance de la situation par un arrivant en cellule de crise.

- En dehors des heures ouvrées, au vu de la configuration du site et du nombre de personnes présentes, le démarrage du POI se fait au niveau de la salle de contrôle (facilite la prise d'information du chef de quart avec la présence des informations sur les installations, la télécommunication en place, le renvoi des caméras etc.) qui permet une bonne gestion des premières minutes. Au fur et à mesure du retour des astreintes et des secours extérieurs, celle-ci

se retrouve étroite et la cellule de crise bascule dans une salle de réunion adjacente. Le basculement dans cette salle pourrait être anticipé par le DOI en désignant une personne afin de préparer le changement de salle (préparation de la salle, report de la main courante etc.).

- L'information transmise par l'exploitant aux secours extérieurs peut encore gagner en clarté (notamment sur la nature des produits en cause).

- La manœuvre de branchement d'un système extérieur à la réserve fixe d'émulseurs est bien connue par le responsable HSE. Celle-ci mérite d'être également mieux connue par les personnes susceptibles d'intervenir dans la procédure en cas de besoin.

- L'autonomie des ARI est de l'ordre de 20 min, lors de l'exercice il n'a pas été tenu compte de cette durée, certains ESI sont restés mobilisés plus de 40 min. Il convient de prendre en compte la rotation des ESI et une réserve suffisante de bouteilles d'air comprimé afin de permettre une continuité de l'intervention en situation réelle.

- L'exploitant est en capacité de transférer les liquides présents dans la rétention grâce à son système de pompage. Cependant le débit reste limité. Un dispositif supplémentaire serait nécessaire en cas d'événement réel. La possibilité de faire appel à un prestataire a été évoquée par l'exploitant en exercice. Ce point pourrait être formalisé dans le plan d'opération interne.

En conséquence, l'inspection encourage l'exploitant à poursuivre son travail mené sur l'appropriation et la formation de son personnel au plan d'opération interne ainsi que de continuer à mener des exercices réguliers afin de perfectionner sa gestion d'une situation de crise.

Un plan d'actions reprenant les pistes d'amélioration est attendu sous 1 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : APMD du 29/07/2024 - Plan d'opération interne

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

La société INDACHLOR SASU exploitant de l'installation sise Port 4206 Route de la Distillerie 59279 Loon-plage est mise en demeure de respecter, sur son site de Loon-plage les dispositions de l'article 8.9.7 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2018 susvisé en mettant en place les moyens humains et organisationnels nécessaires pour mettre en œuvre efficacement son POI sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Au vu des constats réalisés lors de l'exercice (cf point de contrôle n°1), l'inspection considère que l'exploitant dispose des moyens humains et organisationnels afin de mettre en œuvre efficacement son POI. En conséquence, l'arrêté préfectoral de mise en demeure peut être abrogé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure